

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les candidats ayant subi sans succès les épreuves orales des concours d'entrée aux écoles normales supérieures peuvent, sur proposition des jurys des concours d'admission, bénéficier d'une bourse de licence sous réserve de justifier d'une inscription au deuxième cycle des études universitaires.

Art. 2. — Cette bourse est attribuée par le ministre des universités pour la durée normale d'obtention d'une licence et d'une maîtrise ou d'une maîtrise seulement si les intéressés sont déjà titulaires d'une licence.

En cas d'échec, elle peut être maintenue une fois par le ministre après avis du président de l'université selon les résultats obtenus à l'examen présenté.

Art. 3. — Les candidats proposés pour une bourse de licence qui souhaitent, s'ils en ont réglementairement la possibilité, se présenter à nouveau aux concours d'entrée dans les écoles normales supérieures doivent demander le report d'un an de l'attribution de cette bourse.

Art. 4. — En cas d'interruption volontaire des études ou de non-présentation aux épreuves, le paiement de la bourse peut être suspendu par décision du ministre et son reversement exigé.

Art. 5. — Les dispositions des arrêtés du 20 août 1960 relatifs au régime des bourses de licence obtenues à la suite des concours d'entrée à l'école normale supérieure et à l'école normale supérieure de jeunes filles ainsi que celles du dernier alinéa de l'article 2 (9<sup>e</sup>) de l'arrêté du 8 décembre 1960 sont abrogées.

Art. 6. — Le directeur des enseignements supérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 juillet 1979.

ALICE SAUNIER-SEÛTÉ.

## MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DES LOISIRS

Décret n° 79-662 du 1<sup>er</sup> août 1979 modifiant le décret n° 73-131 du 8 février 1973, modifié par le décret n° 77-271 du 22 mars 1977, instituant des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu le décret n° 54-41 du 6 janvier 1954, modifié par le décret n° 58-970 du 13 octobre 1958, concernant les diplômés d'Etat de moniteur et directeur de colonies de vacances ;

Vu le décret n° 73-131 du 8 février 1973, modifié par le décret n° 77-271 du 22 mars 1977, instituant des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur de centres de vacances et de loisirs ;

Vu l'avis du conseil de la jeunesse, de l'éducation populaire et des sports,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 2 du décret susvisé du 8 février 1973 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs comprend les épreuves suivantes :

« Une session de formation d'animateurs ;  
« Un stage pratique comme animateur de centre de vacances ou de loisirs ;

« Une session de perfectionnement, de conversion, de spécialisation ou de qualification Activités physiques et sportives de pleine nature.

« Dans certaines conditions, précisées par arrêtés, les candidats ayant acquis une formation spécifique adaptée au domaine des centres de vacances et de loisirs et les candidats titulaires d'un des brevets délivrés par le ministre de la jeunesse, des sports

et des loisirs ou délivrés sous son contrôle pourront être dispensés soit de la session de perfectionnement, de conversion ou de spécialisation, soit de la session de qualification Activités physiques et sportives de pleine nature. »

Art. 2. — Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> août 1979.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs,  
JEAN-PIERRE SOISSON.

## INFORMATIONS PARLEMENTAIRES

### ASSEMBLEE NATIONALE

#### DOCUMENTS ET PUBLICATIONS

##### Documents parlementaires mis en distribution (1).

N° 1111. — Proposition de loi organique de M. Georges Mesmin portant limitation du cumul des mandats (renvoyée à la commission des lois).

N° 1151. — Proposition de loi de M. Henri Michel visant à la création d'une zone d'appellation d'origine « Lavande fine de Haute-Provence et lavandin de Provence » (renvoyée à la commission de la production).

N° 1181. — Rapport de M. André Rossinot, au nom de la commission de la production sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1053) modifiant certaines dispositions de la loi du 27 décembre 1975 relative aux opérations d'accession à la propriété réalisées par les organismes d'habitation à loyer modéré.

N° 1183. — Rapport d'information de M. Jean Briane déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des affaires culturelles sur une mission d'information effectuée en Inde et au Népal du 28 août au 18 septembre 1978.

N° 1188. — Rapport de M. Francisque Perrut, au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi (n° 1187), modifiée par le Sénat, tendant à modifier les dispositions de la loi du 7 août 1974 relatives au droit de grève au sein du service public de la radiodiffusion-télévision française.

N° 1202. — Proposition de résolution de M. Alain Richard tendant à la création d'une commission de contrôle sur les conséquences de la nouvelle orientation de la politique de la concurrence et des prix sur l'activité de la direction générale de la concurrence et de la consommation du ministère de l'économie (renvoyée à la commission des lois).

N° 1217. — Proposition de loi de M. Henri Bayard tendant à permettre aux directeurs d'associations syndicales autorisées de percevoir une indemnité annuelle de fonctions (renvoyée à la commission des lois).

N° 1257. — Proposition de loi de M. Henri Michel concernant les opérations de contrôle des vins de qualité provenant des régions déterminées (renvoyée à la commission de la production).

N° 1261. — Rapport d'information de M. Robert-André Vivien déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des finances à la suite d'une mission effectuée en République populaire de Chine par une délégation du bureau de la commission.

N° 1271. — Rapport de M. Antoine Gissinger, au nom de la commission mixte paritaire, chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi.

(1) Les documents parlementaires de l'Assemblée nationale sont délivrés au public par le bureau de vente des Journaux officiels, 26, rue Desaix, Paris (15<sup>e</sup>) ; tarif : 0,50 F le document.

Règlement sur facture ou par titre de paiement joint à la commande.

En outre, ils sont servis, dès leur publication, aux abonnés à l'édition Documents de l'Assemblée nationale ; tarif : 65 F par an pour la France (métropole et outre-mer) et 335 F pour l'étranger.